

Bulletin d'histoire politique

Adieux au camarade Pierre Vallières

Charles Gagnon



Volume 7, Number 3, Spring 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060345ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060345ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Gagnon, C. (1999). Adieux au camarade Pierre Vallières. *Bulletin d'histoire politique*, 7(3), 9–12. <https://doi.org/10.7202/1060345ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

H o m m a g e à

P i e r r e V a l l i è r e s

Adieux au camarade Pierre Vallières¹

Camarades et amis de Pierre Vallières,

Combattant de multiples causes qui l'ont mis en lien avec de nombreuses personnes au fil des ans, Pierre Vallières n'a sans doute dans cette salle qu'une partie de ceux et celles qui ont été ses camarades et ses amis à un moment ou à un autre. J'ai été de ceux-là dans les années 1960. Et c'est avec plaisir que j'ai accepté de vous rappeler brièvement le parcours qui a été le sien pendant cette période.

Journaliste à *La Presse* et très actif au sein de son syndicat au début des années 1960, Pierre Vallières avait en fait mené ses premiers combats dès les années 1950, alors que par des articles et des lettres ouvertes, au *Devoir* notamment, il avait entrepris de dénoncer le duplessisme, c'est-à-dire une société fortement hiérarchisée où l'État et l'Église s'employaient à faire taire, à étouffer toute opposition, qu'elle fût politique, syndicale, artistique, intellectuelle.

D'abord homme d'écriture, Vallières deviendra homme d'action après son passage à *Cité libre* où, je ne sais trop à la suite de quel malentendu, on l'avait invité à amener du sang neuf à l'équipe de rédaction, Trudeau et Pelletier envisageant alors de passer la main. C'est là que je l'ai connu. Homme entier, curieux de tout, autant de littérature que de politique internationale, homme sensible et attachant, dont toute la vie était placée sous le signe de la lutte sociale et politique; homme déterminé, ennemi de toute compromission, pour qui parfois la lutte, et plus spécialement les valeurs qui motivaient ses combats, pouvait devenir plus importante que le cadre dans lequel elle prenait place, que le terrain sur lequel elle se menait.

Expulsé de la direction de *Cité libre* qu'il aura partagée avec Jean Pellerin quelques mois seulement, Pierre Vallières réunira rapidement ceux qui l'ont suivi, pour fonder la revue *Révolution québécoise*. Au cœur de la crise à *Cité libre*, la question nationale, bien sûr, qui constituera dès lors et jusqu'à aujourd'hui dans une bonne mesure, le tendon d'Achille de la gauche québécoise.

Révolution québécoise aura été pendant son année d'existence une sorte de fusion de *Cité libre*, pour ce qui est des préoccupations sociales et politiques,

et de *Parti pris*, pour son adhésion à la thèse indépendantiste. Pour Vallières, *Parti pris* constitue une publication trop étroitement tournée vers les questions de langue et de culture: le combat à mener au Québec doit rejoindre et impliquer tous les Québécois, plus particulièrement les plus démunis, ceux que la vie malmène, ceux que, pour avoir partagé leur sort, il voit comme ses proches, ses semblables.

Même si *Révolution québécoise* est morte faute d'argent moins d'un an après sa fondation, il n'est pas évident qu'elle aurait duré longtemps. Vallières était déjà ailleurs avant qu'elle ne disparaisse. Pour lui, la lutte politique n'est pas qu'affaire de textes, d'écrits, de publications, justement parce que ces outils ne rejoignent qu'une minorité de personnes, une minorité que Vallières soupçonne d'ailleurs de se contenter de parler. La parole ne suffit pas, loin de là. C'est dans les luttes sur le terrain qu'on rejoint le «monde ordinaire». C'est là que se trouvent les germes de la dignité des personnes, du goût irrésistible de la liberté.

Conjointement avec Jean-Marc Piotte, de la revue *Parti pris*, Vallières travaille alors à la rédaction d'un manifeste politique qui conduira à la création du Mouvement de libération populaire, le MLP, qui constituera en quelque sorte le bras politique de *Parti pris*. La lutte pour un Québec souverain et socialiste prend de l'ampleur.

Gagné par la flamme révolutionnaire qui se propage un peu partout dans le monde, particulièrement dans le tiers-monde et parmi la jeunesse occidentale, Vallières en arrive vite à la conclusion que les luttes sociales et syndicales particulières, ne conduisent pas d'elles-mêmes à la lutte politique. Il ne s'agit pas de «civiliser» le pouvoir en place, mais de le renverser, son renversement signifiant que le pouvoir va se retrouver entre les mains des classes laborieuses, suivant des formes à établir au cours même du développement de la lutte.

Le MLP était à peine fondé que déjà Vallières était engagé sur la voie de son passage au FLQ, dont la première cellule était apparue en 1963 et dont on sait maintenant, grâce au film *Jeunesse année zéro* — que le Parti libéral, qui l'avait commandé, s'était bien gardé de diffuser à l'époque — qu'il avait la sympathie d'un bon nombre de jeunes, pour qui la Révolution tranquille était loin d'apporter les changements auxquels ils aspiraient.

Pierre Vallières n'était pas un homme d'organisation. Les cadres idéologiques bien circonscrits, les structures organisationnelles rigides et, parfois même les exigences du travail d'équipe, le rebutaient sans doute autant ou presque que l'ordre établi. Son aspiration radicale à la liberté la plus large lui rendait toute contrainte inacceptable. Aussi, je crois pouvoir dire, sans trahir sa pensée, qu'il voyait le FLQ avant tout comme «l'étincelle qui allait enflammer la plaine». C'est-à-dire comme une manifestation de révolte, de refus, comme un acte de résistance qui allait entraîner tous ceux

chez qui couvaient les mêmes aspirations à se manifester et, par la multiplication de leurs actions, déboucher sur une remise en question large et radicale de l'ordre établi. Alors que la tendance aujourd'hui dominante est au rejet et au dénigrement du militantisme radical des années 60 et 70, je suis toujours d'avis que ce militantisme, et le FLQ en particulier, a joué un rôle significatif dans l'évolution de la société québécoise.

Arrêté à New York en septembre 1966, Vallières entreprend une grève de la faim qui durera 30 jours, pour la reconnaissance du droit du Québec à l'autodétermination et l'obtention de l'asile politique. Déporté en janvier 1967, Vallières se retrouvera au cœur d'une saga judiciaire de près de quatre ans, au cours de laquelle l'appareil judiciaire, particulièrement docile face au pouvoir politique, n'épargnera aucun moyen pour obtenir sa condamnation, y compris une accusation de conspiration séditeuse, c'est-à-dire un complot avec quatre autres personnes... pour renverser le gouvernement — rien que ça! — et une autre de sédition pour son livre *Nègres blancs d'Amérique*.

On l'oublie parfois, le felquist Vallières a surtout été un felquist prisonnier. Son adhésion au FLQ remonte à la fin de 1965 et il y renoncera à la fin de 1972, sauf erreur. Or, il a été en prison, sauf quelques mois à l'été de 1970, de septembre 1966 à juin 1971. Inutile de vous dire que la prison n'allait pas calmer ses ardeurs. La prison est aussi un lieu d'injustice. Vallières sera de tous les combats qui s'y mèneront durant ces années: contre la censure, pour des repas convenables, pour des sorties plus longues à l'extérieur, pour des exercices physiques, combats qui, à trois reprises, donneront lieu à une grève de la faim.

Les circonstances ont voulu qu'après 1970, nos voies se séparent, alors que pendant quelques années nous avons été tellement associés l'un à l'autre qu'à ma sortie de prison, une secrétaire allait m'interpeller, avec le plus beau sourire, dans ces termes: «Ah! C'est vous, monsieur Vallières Gagnon». Elle avait sans doute vu une certaine affiche, mais sans noter qu'il y avait deux personnes sur la photo. Nous nous sommes séparés et nous avons même polémique. Mais c'était à une époque, qui certains jours me paraît bien lointaine, dans une sorte de passé indéfini, où l'expression des opinions n'était pas entravée par cette bizarre forme de moralisme qu'on appelle le «politically correct».

Il n'en reste pas moins que c'est Vallières qui m'a initié à la politique, qui m'a convaincu des rapports étroits qui existaient entre les conditions économiques et sociales des Québécois et le statut constitutionnel du Québec, qui m'a fait réaliser qu'il y avait sans doute des liens entre la pauvreté dans Saint-Henri et la pauvreté à Cuba ou en Algérie. Car il faut savoir que son intérêt pour la Bosnie n'a pas été la première manifestation des préoccupations internationalistes de Vallières, loin de là.

Mais si Vallières m'a initié à la politique dans une large mesure, je tiens néanmoins à préciser que j'assume, sans réserve aucune, les faux pas et les erreurs qui ont pu jalonné mon propre parcours, autant dans les années 60 que par la suite. À une époque où plus d'un ex-radical se cherche des boucs émissaires, il m'a semblé qu'il ne serait pas superflu d'en faire mention.

Avec le cheminement agité, mouvementé, troublé parfois, confus diraient certains, qui a été le sien, on doit constater que le combat de Vallières, qui a commencé au cœur du duplessisme triomphant des années 50, aura pris fin sous ce que je suis très tenté aujourd'hui d'appeler le néo-duplessisme des années 90. Il est pratiquement devenu impossible présentement au Québec de participer pleinement aux débats politiques si on n'adhère pas aux courants portés par les institutions établies et les partis traditionnels. Alors que dans des pays qu'on considère pourtant comme particulièrement réactionnaires et intolérants, on accueille dans les organes du pouvoir, de l'administration, de la presse et de l'enseignement, des personnes qui ont été associées à des guérillas responsables parfois de centaines, sinon de milliers de morts, au Québec il suffit, pour clouer le bec à un adversaire idéologique ou politique, de dire que c'est un ex-felquiste ou un ex-communiste.

Pierre Vallières est mort dans la pauvreté et dans un relatif isolement, justement parce qu'il a tenu jusqu'à la fin à vivre la liberté de pensée et la liberté d'expression pour lesquelles il combattait. Pierre Vallières est mort dans la pauvreté et l'isolement parce que le Québec bien-pensant, y compris bon nombre de souverainistes, n'accepte pas la dissidence, la marginalité idéologique. Ce néo-duplessisme ne s'appuie plus tant sur un pouvoir d'État et d'Église ouvertement réactionnaire et répressif, mais s'alimente dans cette sorte de magma idéologique qui pervertit bien des intellectuels dans la majorité des pays occidentaux, dont les médias se font trop facilement, trop souvent le véhicule, et où domine de plus en plus ce qu'on en est venu à présenter comme les lois incontournables de l'«économie naturelle», où l'opposition devient par le fait même contre-nature.

Le parcours de Vallières a obéi à une autre loi, celle de la dignité et de la liberté humaines. Toute sa vie, sur de multiples terrains, il a cherché à allumer la braise qui couvait sous le boisseau. La vie de l'individu Vallières est terminée. Le combat de Vallières contre la barbarie du système, pour le triomphe d'une civilisation basée sur le respect des personnes, est toujours devant nous.

Salut, camarade Pierre Vallières!

Charles Gagnon

1. Allocution prononcée le 8 janvier 1999 à la mémoire de Pierre Vallières.